

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

19 Juin 2023.

### Appel aux Partis Politiques, à l'ECSL et aux Parties Prenantes pour Favoriser le Dialogue, Rechercher une Résolution Pacifique des Conflits et Atténuer les Tensions Avant et Après les Elections du 24 Juin

Le Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS) s'est lancé dans une mission de solidarité préélectorale en Sierra Leone avant les prochaines élections présidentielles, parlementaires, municipales et locales prévues pour le 24 Juin 2023. La mission qui s'est déroulée du 15 – 18 Mai a noté le niveau élevé de méfiance associé à la propagation de la mésinformation et de la désinformation et des discours de haine contre les opposants politiques, la suppression de l'espace politique et civique, la mauvaise qualité de la carte d'identité de l'électeur et la faible éducation des électeurs sur les systèmes électoraux comme certains des défis qui caractérisent l'environnement politique.<sup>1</sup>

Le suivi de l'environnement électoral par WADEMOS montre par la suite une amélioration de l'éducation et de la sensibilisation des électeurs en faveur d'élections pacifiques et crédibles par toutes les parties prenantes. Nous reconnaissons la formation continue des agents électoraux dans tout le pays par la Commission Electorale pour la Sierra Leone (ECSL), la sensibilisation accrue des électeurs au système de Représentation Proportionnelle (RP) pour les élections législatives et locales et les mécanismes d'arbitrage postélectoral pour les élections législatives, et la campagne contre les délits électoraux.

WADEMOS salue également les efforts des partis politiques pour promouvoir des élections pacifiques et crédibles avec la signature de l'engagement de paix.

En dépit de cela, WADEMOS est profondément préoccupé par la forte incidence de la violence liée aux élections, les retards dans le déploiement de matériel électoral sensible à travers le pays par l'ECSL, les problèmes émergents entourant le registre définitif des électeurs et la liste désagrégée des électeurs pour les bureaux de vote. , tension et méfiance accrues entre les deux principaux partis (All People's Congress [APC] et Sierra Leone People's Party [SLPP]), et en particulier entre le principal parti d'opposition, l'APC, et l'ECSL.

Nous exprimons notre profonde préoccupation face à l'escalade des niveaux d'intolérance et de violence qui ont entaché la campagne électorale depuis son lancement. Nous condamnons fermement les incidents croissants d'attaques et d'obstructions visant les opposants politiques. La montée de l'intolérance et de la violence est profondément troublante et sape les principes de la démocratie, de la concurrence loyale et de la participation pacifique au processus électoral. De tels actes d'agression non seulement constituent une menace directe

<sup>1</sup>Voir le rapport pré-électoral de WADEMOS : <https://wademosnetwork.org/2023/05/preliminary-statement-of-the-wademos-solidarity-mission-to-sierra-leone-ahead-of-the-june-24-2023-general-elections/>

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana  
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

pour la sécurité et le bien-être des candidats politiques et de leurs partisans, mais érodent également la confiance du public dans le système électoral.

En outre, nous sommes particulièrement préoccupés par le déficit d'information, qui a fourni un terrain fertile à la prolifération de fausses nouvelles et à la désinformation généralisée, principalement par le biais des plateformes de médias sociaux, suscitant la méfiance et la tension parmi les citoyens. Cette campagne de désinformation constitue une grave menace pour l'intégrité, la paix, la sécurité et la crédibilité du processus électoral.

Encore une fois, nous condamnons avec véhémence la diffusion incessante de discours de haine et la montée d'un langage ethnocentrique, provocateur et incendiaire, en particulier à travers les réseaux sociaux. C'est avec une profonde inquiétude que nous observons la normalisation de ce langage préjudiciable dans les discussions politiques, les rassemblements et les interactions médiatiques. Nous pensons que la normalisation perpétue les stéréotypes, les préjugés et la discrimination nuisibles (alors que les partis se lancent dans des campagnes ethniques). Alors que nous continuons à surveiller la situation, ce sont des signes préliminaires et des déclencheurs de conflits et de violences liées aux élections.

## Recommandations

1. Malgré le contexte difficile et l'environnement tendu des élections, il est impératif que toutes les parties prenantes, y compris les partis politiques, l'ECSL, les médias et la société civile, travaillent ensemble afin de maintenir la paix et la stabilité du pays avant, pendant et après les élections. Dans cette mesure, nous appelons toutes les parties prenantes à respecter les mécanismes de médiation et de dialogue définis dans les règlements et lois électoraux, notamment la loi sur la Commission de Réglementation des Partis Politiques (PPRC), la loi sur les élections publiques de 2022 et la Constitution de 1991 pour traiter toutes les plaintes et pétitions liées à l'élection. Toutes les parties prenantes doivent travailler collectivement pour maintenir la paix et la stabilité du pays.
2. Alors que nous marquons la journée internationale de lutte contre les discours de haine (18 Juin 2023), nous appelons les dirigeants des partis politiques et en particulier les jeunes à respecter l'accord de paix et à dire non aux discours de haine pour protéger et sécuriser l'environnement politique - un environnement qui promeut la décence, la civilité, le discours et le dialogue politiques axés sur les problèmes, et faire progresser la démocratie et le développement. La désinformation, la désinformation et les discours de haine menacent la paix et la sécurité, affectant de manière disproportionnée ceux qui sont déjà vulnérables.
3. Nous implorons ECSL d'être cohérent dans la gestion de tous les processus électoraux afin d'accroître l'assurance et la confiance du public. L'ECSL doit assurer la fourniture d'informations en temps opportun pour chaque étape du processus électoral afin de permettre une préparation adéquate des acteurs électoraux et une participation efficace.

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana  
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

4. À quelques jours des élections, nous appelons tous les partis politiques à donner la priorité à des campagnes pacifiques et inclusives qui se concentrent sur des discussions thématiques et favorisent une saine concurrence. Il est essentiel qu'ils s'abstiennent de toute forme de violence, d'intimidation ou d'incitation et qu'ils permettent aux électeurs d'exercer leur droit en choisissant pour qui ils souhaitent voter.
5. En outre, nous exhortons les forces de l'ordre et le personnel de sécurité à respecter les normes les plus élevées de professionnalisme et d'impartialité pendant les élections, comme promis lors de notre visite préélectorale. Ils doivent s'acquitter de leurs fonctions avec la plus grande intégrité et assurer la sûreté et la sécurité des électeurs, des candidats et des fonctionnaires. Il est impératif que les forces de sécurité agissent sans aucune forme d'intimidation ou de parti pris, évitent la sécurisation excessive et permettent aux citoyens d'exercer leur droit de vote librement et sans crainte.
6. Enfin, nous exhortons l'ECSL à intensifier les initiatives d'éducation des électeurs dans les derniers jours précédant les élections. Ils doivent utiliser tous les canaux de communication, y compris les médias traditionnels, les plateformes de médias sociaux, les programmes de sensibilisation communautaire et les messages d'intérêt public, pour diffuser des informations claires et accessibles aux électeurs, en particulier sur le déploiement de la RP et la pleine application de la loi GEWE.

Nous restons fermes dans notre engagement à favoriser un processus électoral transparent, inclusif et crédible pour soutenir la démocratie et empêcher un nouveau recul de la démocratie dans la région.

WADEMOS se rendra en Sierra Leone du 20 au 26 Juin 2023 pour observer les activités du jour des élections et exprimer sa solidarité à la société civile et aux membres du Réseau ainsi qu'aux acteurs électoraux.

**-FIN**

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana  
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

## À propos du réseau WADEMOS

WADEMOS est un réseau de solidarité démocratique transnational non partisan, indépendant et dirigé par la société civile. Le réseau WADEMOS se compose de plus de 35 organisations de la société civile (OSC) situées dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest. WADEMOS mobilise, coordonne et exploite le pouvoir collectif de la société civile et d'autres acteurs, ressources et opportunités pro-démocratie dans la région de l'Afrique de l'Ouest pour faire progresser la démocratie et promouvoir les normes et réformes démocratiques dans la sous-région.

### Pour plus d'information veuillez contacter :

**Nom :** Jonah Eledi

**Désignation :** Chargé de communication et plateformes numériques

**E-mail :** [j.eledi@wademosnetwork.org](mailto:j.eledi@wademosnetwork.org)

[info@wademosnetwork.org](mailto:info@wademosnetwork.org)

**Numéro de téléphone :** +233 26 373 5330

+0302 77 61 42

### Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana  
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso